



Le travail ce n'est pas la vie



Edito

- Anarchosyndicaliste et fier de l'être.

Monde du travail

- Réforme ou révolution ?
- Du nouveau chez Mécachrome.
- Un exemple de mobilisation.
- Halte à la numérisation-privatisation.
- Après le 49-3, après 8 journées de mobilisation ...

Solidarité

- Métallos en colère solidaires avec S.
- Vichy: solidarité avec Jean-Claude !

Féminisme

- Qui vous dit qu'elle l'a tué ?

**2 EUROS /// N°181
MAR - AVR 2023**

Courrier des lecteurs

- Une réaction à l'édito d'AS 180.
- Les oeufs de pâques de Darmanin.
- Le mépris (suite).

Initiative Olga Taratuta

- Soutien aux déserteurs.

International

- Ukraine : face à la guerre.
- Des livres pour les compagnons d'Haiti.
- Indonésie, l'envers du décor.
- 8 mars: n'oubliez pas les femmes d'Afghanistan, Iran et Pakistan.

Anarchosyndicaliste et fier de l'être.

Ce mouvement contre la nouvelle loi sur les retraites, une fois de plus confirme malheureusement la logique du perdant. Les directions syndicales censées représenter les travailleurs, les élus du peuple censés représenter la nation -Députés et Sénateurs- ont échoué dans leur stratégie, la loi est passée. Malgré la colère légitime de la population, nous venons d'assister au vol manifeste à minima de deux années de nos vies laissant sur la pavé, sur la route de la pauvreté des centaines milliers de personnes aux carrières hachées - principalement les femmes-, sur le chemin du chômage les plus de 55 ans, sur la route de l'hôpital- du moins ce qu'il en reste- les plus usées par la pénibilité de leur emploi.

Le vieux monde est hors sol. Directions syndicales et partis politiques, Sénateurs et Députés prolongent la routine parlementaire et institutionnelle sans état d'âme. Circulez y a rien à voir !

Les premières CGT, CFDT, FO, UNSA, SOLIDAIRES, FECGC, CFTC et FSU se défendent en argumentant l'importance de cette intersyndicale unitaire, jusqu'à la fin, mais et surtout unie pour éviter l'appel risqué à la population très en colère - la réaction immédiate, après le 11ème 49.3 de Borne et ses valets, en est la preuve flagrante- en inventant des actions inutiles car inefficaces. A quoi sert-il de bloquer une CPAM, un lycée, un centre de tri etc... par actions coup de poing, faites en catimini et ignorées de la population puisque non popularisées.

« Mais la lutte continue Camarade » nous disent-ils. Combien de journées encore à se promener, 13, 15, 17 ou plus, dans une ambiance bon enfant dont les centrales aux sonos assourdissantes se réjouissent tout comme les forces du maintien de l'ordre, le gouvernement et Macron.

A quoi sert-il d'aller jusqu'à une motion de censure puisque par avance et simple calcul elle était vouée à l'échec. Le vieux monde politique est hors sol mais pas suicidaire. LFI, EELV, PS, PC unis au RN et au groupe parlementaire Liot pour une opposition de façade au gouvernement de Macron, quelle mascarade et surtout quelle honte !

Alors malgré les grèves dans l'énergie, les transports, l'éducation etc., l'objectif du retrait n'est pas atteint. Et oui il manque les voix des millions de personnes qui s'opposent à cette injustice flagrante, ce énième passage en force de Macron.

Alors il faut changer de Méthode !

Pourquoi l'élargissement de la lutte ignore la population. Le risque simplement est, pour les bourgeois et embourgeoisés, la perte de la maîtrise du mouvement social, le chaos politique bref le désordre, la chienlit.

Nous, Anarchosyndicalistes donc syndicalistes affirmons que :

La démocratie directe, l'auto-organisation de la lutte par l'action directe restent la seule voie révolutionnaire pour l'émancipation des travailleurs, et donc appelons une nouvelle fois dans cette situation :

- à la tenue d'assemblées populaires, souveraines dans leurs décisions, visibles aux yeux de tous,
- à la participation la plus grande de la population, loin des pratiques éculées et restrictives du monde syndical réformiste et des routines politiciennes.

Nous nous n'avons rien à perdre, rien à monnayer : Seule la Révolution Sociale nous importe !

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 181 / MAR - AVR 2023 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 21 Avril 2023 sur les presses d'Axiom-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de
diffusion, prenez contact avec
nous.

Pour tout problème
d'abonnement:
contactez nous directement par
mail:
**contact@cntaittoulouse.lautre.
net**

Anarchosyndicalisme! est le
journal du réseau de la CNT
AIT. Ce journal est rédigé, mis
en page,
assemblés par des militants
Anarchosyndicalistes, salariés
ou chômeurs, après leurs heures
de travail. il ne reçoit aucune
subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000
Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les
samedi de 17 H à 19 H

facebook:
@cnt.ait.toulouse
@chats.noirs.turbulents (Paris)
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
<https://cntait03.wordpress.com>
Facebook : @juan.arkista.1
twitter:
@cntaittoulouse
@CNTAIT (Paris)
initiative CNT-AIT Rodez
écrire au journal

adresse mail de S.I.A

[solidariteinternationaleantifascis
te.wordpress.com](mailto:solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com)
SIA-toulouse@riseup.net
[facebook.com/Solidarite-
Internationale-Antifasciste
Toulouse](https://facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste-Toulouse)

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?
- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).
- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Camping 2023.

Comme chaque année depuis 1992, la CNT AIT organise du dimanche 30 juillet au dimanche 6 août un camping sur un terrain municipal équipé (sanitaires, cuisine, salle de réunion) dans le sud Aveyron. Ce camping se veut un moment de rencontre, de débats, d'échange mais aussi de détente et de convivialité. Pendant cette semaine, les participants venus pour quelques heures ou la semaine (militants, sympathisants ou libertaires) autogèrent toutes les activités (repas, conférences, débats, projections...). Pour plus de renseignements, prendre contact avec la CNT AIT.

Courrier CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy 31000 Toulouse

Ou Mail : contact@cntaittoulouse.lautre.net



Réforme ou Révolution ?

Il y a bien longtemps qu'un projet du gouvernement n'avait suscité de pareilles mobilisations. Trois, quatre millions de manifestants. C'est énorme. Les français sont très en colère. Plus de quatre-vingt pour cent des travailleurs sont d'après les instituts de sondage officiels opposés à la réforme de leurs retraites. Quatre-vingt pour cent, ça signifie que au bas mot quarante à cinquante millions de personnes, sont absolument opposées au report de l'âge de départ à 64 ans.

Mais alors, où sont-elles ? Pourquoi ne se joignent elles pas aux manifestations ? Pourquoi ne font-elles pas entendre clairement leur opposition ? Pourquoi acceptent elles, (car se taire, c'est accepter) sans mot dire ce qu'elles considèrent comme injuste ? Pourquoi se résignent-elles ?

Ce sont des questions de ce genre que, déjà au seizième siècle, le jeune Étienne de la Boétie se posait. Comment se fait-il, disait-il, que le peuple qui produit les richesses et détient la puissance accepte d'être gouverné et martyrisé par des tyrans ? Pour y répondre, il a inventé le concept de « la servitude volontaire ». L'immense majorité des individus accepte sa condition de personne dominée et cette acceptation est de leur fait.

Une précision s'impose : elle est volontaire certes, mais surtout la conséquence de l'endoctrinement, du conditionnement, de l'abrutissement que les personnes subissent. Dès notre plus tendre enfance, on nous apprend à obéir aux injonctions des Autorités, à ne jamais les contester.

Au dix-huitième siècle, les « philosophes des Lumières », Voltaire, Diderot, Rousseau etc... ont dénoncé les responsables de ce conditionnement : l'État, les religions, les traditions. Ils ont expliqué qu'il fallait les combattre et que seul l'usage de la Raison permettrait d'en venir à bout. Une

éducation rationnelle, c'est selon eux ce qu'il faut au peuple pour dissiper les ténèbres de l'obscurantisme et le libérer des chaînes de l'esclavage.

Au dix-neuvième siècle, des penseurs comme Proudhon, Marx, Bakounine et bien d'autres, accompagnant les réflexions du mouvement ouvrier naissant, ont décortiqué le fonctionnement du système capitaliste, montré la division de la société en classes sociales antagonistes, le caractère fondamentalement injuste et criminel de ce système et expliqué que seule une action collective des exploités pourrait en venir à bout. Dès le milieu du siècle, les travailleurs ont commencé à s'organiser et ces efforts se sont traduits par la création par des travailleurs de nationalités diverses de la Première internationale avec comme mot d'ordre unanimement accepté : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Ce mot d'ordre résume parfaitement le programme de la Première internationale : S'émanciper c'est bien sûr détruire le système économique et social existant, abolir la division de la société en classes sociales antagonistes et l'exploitation de l'homme

En 2023 en France, Macron – ancien ministre d'un gouvernement socialiste, élu en 2022 avec le soutien des syndicats - revient sans vergogne sur toutes les avancées sociales. Nombre de ceux qui, à juste titre dénoncent son mépris aujourd'hui chantaient ses mérites, il n'y pas très longtemps.

Peu de temps après la création de la Première internationale, Marx développa l'idée, absolument inverse, que la

transformation de la société passerait non par la destruction de l'État mais par sa conquête, ce qui nécessitait la prise des institutions étatiques par une avant-garde, un parti politique et ce par n'importe quel

Dès notre plus tendre enfance, on nous apprend à obéir aux injonctions des Autorités, à ne jamais les contester.

moyen (élections, mouvement social, révolution). Une fois cet objectif réalisé, l'État mis au service des intérêts des travailleurs a alors la charge de préparer la société au passage dans une étape ultérieure au communisme. Cette étape intermédiaire a été

nommée dictature du prolétariat. Cette méthode ne demande plus que ce soit la masse des travailleurs qui soit éclairée et lucide, mais juste une petite fraction, l'avant-garde, à qui est déléguée l'œuvre révolutionnaire. On passe donc de « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » à « construire le pouvoir populaire, incarné par le Parti ». Dans l'esprit des salariés, la solution proposée par Marx est apparue infiniment plus simple, plus rapide que celle nécessitant l'éducation de la masse des travailleurs ; et du coup la quasi-totalité du mouvement ouvrier mondial s'est attelé à la construction du Parti de la classe ouvrière et depuis plus de 150 ans, partout dans le monde des partis censés incarner les espérances des exploités cherchent à conquérir le pouvoir étatique pour l'exercer à leur profit. Nombre de ces partis sont parvenus au pouvoir, soit à la suite de révolutions, soit par la voie électorale mais toujours ces expériences se sont terminées par des échecs retentissants, parfois même par des catastrophes. A chaque fois, ce sont les populations, en particulier les travailleurs et les exploités qui en ont payé les pots cassés.

En 2023 en France, Macron – ancien ministre d'un gouvernement socialiste, élu en 2022 avec le soutien des syndicats - revient sans vergogne sur toutes les avancées sociales. Nombre de ceux qui, à juste titre dénoncent son mépris aujourd'hui chantaient ses mérites, il n'y pas très longtemps.

Ce qui est terrible, c'est que l'histoire se répète : ce que nous vivons, nous l'avons précédemment vécu déjà de nombreuses fois. Les choses sont pourtant claires, aussi longtemps que les populations choisiront d'abandonner à un ou à quelques individus le pouvoir, sans contrôle de décider de ce qui est bon pour elles, il en sera ainsi. Macron est un traître bien sûr, mais le système de la

démocratie représentative qui lui a permis d'arriver au pouvoir, qui a fait que tout un peuple lui ait abandonné en confiance la maîtrise de son destin, ce système représentatif est bien plus infâme encore.

Au vu de tous les périls qui nous menacent, il est urgent d'en finir avec ce système et de le remplacer par une véritable démocratie, la démocratie directe. Mais pour cela, il faut

préalablement qu'une proportion importante de la population soit consciente, pense qu'une révolution sociale soit souhaitable, qu'elle est possible et donc s'engage pour la préparer. Ce formidable travail de conscientisation, c'est la finalité de l'anarchosyndicalisme.

Du nouveau chez Mécachrome.

Les partis politiques, sont le fruit des révolutions bourgeoises, et un parti, quel qu'il soit, a pour but de prendre un jour le pouvoir politique, pour la gestion de l'état qu'il soit bourgeois ou « prolétarien ». Le syndicalisme quant à lui est aussi un fruit de la société capitaliste, né dans l'exploitation ambiante qu'engendre le capitalisme. Mais néanmoins le syndicalisme peut être une arme pour les prolétaires, qui par ce biais peuvent créer un embryon de principe de solidarité et est le creuset dans lequel prennent forme les premières rébellions prolétariennes.

Cela permet aux travailleurs de relever la tête face à l'ordre régnant. Mais il ne faut pas prendre le syndicalisme pour plus qu'il n'est et en espérer beaucoup, puisque cette arme aux mains des prolétaires, peut aussi être une arme contre ces derniers et elle l'est souvent. Et cela n'est pas étonnant puisque le syndicalisme c'est bel et bien le capitalisme qui l'a engendré, et qu'il sert la plupart du temps d'outil de gestion du capital. Pour nous le « syndicalisme » est un véhicule qui doit mener vers la Révolution Sociale, et en aucun cas ne doit s'attribuer le rôle de direction en période révolutionnaire. Pour être clair, quand le communisme-anarchiste ou quelque chose qui y ressemble sera réalisé, que l'état sera aboli, le « syndicat » n'aura plus de raison d'exister, puisqu'il n'aura plus aucun rôle à jouer.

L'année dernière, les travailleurs de l'usine Mécachrome à Toulouse, ont combattu, pour des augmentations de salaire, en mettant de côté, les habituelles méthodes de lutte de la CGT, en fonctionnant en AG

ouverte, en démocratie directe, et en exigeant que le syndicat obéisse aux décisions prises en assemblée par les travailleurs.

Ce mode d'action n'a effectivement pas plu à certains syndicalistes officiels quelle que soit l'étiquette dont ils se revendiquent, et cela n'a pas plu, non plus, à la direction.

Cette année, il y a eu à nouveau des négociations NAO, et cette fois-ci une grande surprise pour les ouvriers de cette usine, un nouveau syndicat venait d'être créé, le fameux syndicat FO, si précieux pour le patronat de l'aéronautique.

Et en effet les syndiqués de cette nouvelle centrale ne sont autres que des cadres dirigeants et cadres tout court, des agents de maîtrise, mais aucun ouvrier.

Dans les ateliers de cette entreprise, personne n'est dupe de la manœuvre de la direction, qui a pour objectif de faire avaler ses propositions sans aucun mouvement social, et ça a fonctionné.

Les convocations aux AG à l'appel de FO mais aussi avec la complaisance ou complicité (comme on voudra) de la CGT, on nous a imposé d'entrée de jeux, un vote à bulletin secret. Nous devons voter, si nous étions d'accord avec les propositions de la direction ou non, et si nous voulions entamer une lutte ou non, sans concertation et info avec les ouvriers qui de fait étaient mis devant le fait accompli. De ces négociations- la 1ère réunion et seconde

réunions des NAO- aucune info ne nous a été communiquée ; nous étions dans l'attente et l'expectative, et subissions complètement leur magouilles.

Les résultats de ces votes ont donné, dans un premier temps, que quasiment tous les sites Mécachrome du territoire français, n'étaient pas d'accord avec la proposition de la direction, à savoir 2% d'augmentation générale et 2% d'augmentation individuelle pour les ouvriers, 3% d'augmentation générale et 1% d'augmentation individuelle pour les agents de maîtrise, 4% d'augmentation individuelle pour les cadres et 70 € de talon.

Mais c'est aussi le syndicalisme officiel, et les partis de gauche, qui historiquement, et encore aujourd'hui, trahissent, participent aux répressions anti-ouvrière, jouent le rôle de force répressive contre toutes formes velléitaires du prolétariat à s'organiser en dehors de ces organismes de l'état.

La direction a donc revu sa copie, et à proposer plus tard 4% d'augmentation générale et 0% d'augmentation individuelle pour les ouvriers, avec un talon de 90 €. Pour les agents de maîtrise 3% d'augmentation générale et 1% d'augmentation individuelle, et enfin pour les cadres 4% d'augmentation individuelle avec un minimum de 90 € !

Autant dire que c'est de l'enfumage complet !

Et il faut comprendre que, dorénavant, à chaque convocation des syndicalistes pour des AG d'infos, on subira la présence de FO, dont le principal animateur n'est autre que le directeur « prod » en personne, et tous ses potes cadres. Cela rebute fortement les ouvriers à participer à ces mascarades d'AG.

Enfin sans info et retour de nos syndicalistes officiels et responsables, ils ont signé l'accord de la direction, comme l'a voulu la direction, au nom bien entendu de la démocratie.

Il est clair, que les associations prolétariennes, leurs presses, leurs réunions, leurs actions, qui ont comme fondement les intérêts immédiats des travailleurs (et au-delà), se situent de facto contre les intérêts du capitalisme. Mais c'est aussi le syndicalisme officiel, et les partis de gauche, qui

Pour nous le « syndicalisme » est un véhicule qui doit mener vers la Révolution Sociale, et en aucun cas ne doit s'attribuer le rôle de direction en période révolutionnaire.

historiquement, et encore aujourd'hui, trahissent, participent aux répressions anti-ouvrière, jouent le rôle de force répressive contre toutes formes velléitaires du prolétariat à s'organiser en dehors de ces

organismes de l'état. Et effectivement, ce genre de pratique n'est nullement contradictoire avec les principes d'un état prétendument démocratique, puisque la répression se fait au nom de la démocratie comme actuellement pour la réforme des retraites, surtout quand des ouvriers, prennent conscience de leur force, ne marchent plus au « citoyennisme » mais réactivent la lutte de classe, et qu'ils n'acceptent plus, d'être les esclaves salariés de ce système.

Un exemple de mobilisation dans une cité scolaire rurale

En 2020 le gouvernement Macron/Philippe avait tenté de privatiser notre système de retraite par répartition. À cette époque au sein d'une Cité scolaire du Gers, plusieurs enseignants et enseignantes lassés des temps forts des manifestations intersyndicales, avaient essayé de radicaliser la lutte en participant à un collectif avec d'autres enseignants du département. Collectif qui fut nommé "les black profs". Une habitude d'assemblées générales regroupant syndiqués et non-syndiqués, avec tour de parole et attribution de mandats précis pour préparer des actions décidées collectivement, s'était installée. Ce collectif n'avait cependant pas réussi à devenir interprofessionnel. Puis vint le Covid et le confinement...

Le couvercle était retombé, le travail avait repris.

Dès l'hiver et l'annonce d'une nouvelle soi-disant "réforme" des retraites, à savoir une énième attaque de nos acquis sociaux, des assemblées générales reprennent sur notre lieu de travail : elles auront bientôt lieu tous les lundis midi sous forme de pique-nique devant notre cité scolaire si le temps le permet. Les habitudes contractées avec les "black profs" renaissent.

Dès lors, une variété d'actions se met en place au gré d'idées débattues lors des assemblées générales du lundi. Ceci repose sur une vingtaine de travailleurs engagés et

qui contrairement à 2020 ne se compte plus uniquement parmi les personnels enseignants. Bientôt, une sorte de collectif interne réunissant syndiqués, non-syndiqués, enseignants, AESH, agents techniques d'entretien, AED, et CPE se met en place. (CPE = conseiller principal d'éducation AED= assistant d'éducation AESH= accompagnant des élèves en situation de handicap).

La créativité de chacun enrichit la lutte, ainsi un atelier banderoles donnent lieu à la réalisation de cinq grandes banderoles

devant notre lieu de travail avec banderoles, café et caisse de grève pour inviter nos collègues non-grévistes à nous rejoindre et/ou nous soutenir financièrement et entraver symboliquement l'accès à la cité scolaire.

Un "dying" devant la cité scolaire, le lendemain matin du recours à l'article 49.3 pour faire adopter le texte actant le report de l'âge légal de départ en retraite. Cette action, qui a vu vingt-cinq personnes au sol avec des pancartes "49.3 démocratie assassinée", restreignant l'entrée dans l'établissement a permis d'interpeller les lycéens et de les inviter à nous rejoindre. Cela a ouvert les discussions et de fait, nous sommes ensuite partis en manifestation pour occuper un rond-point avec eux, sans blocage réel de la circulation mais visible et audible de tous les gens se rendant au marché ce jour-là.



"Retrait total, grève générale" qui marqueront les esprits lors des manifestations à Auch.

Quelques événements ont lieu sur notre lieu de travail comme "l'école du futur" ou l'affichage des photos des personnels vieillissants représentant une école avec du personnel âgé de 64 ans et plus.

Des "piquets de Grève" chaque jour de grève

Des déambulations non autorisées dans la petite ville si souvent très tranquille pour appeler ses habitants à rejoindre les manifestations intersyndicales et la réunion d'information

organisée par quelques collègues

Face à la surdité du gouvernement, des actions de blocage se concrétisent dans le Gers, à l'appel d'une intersyndicale moins frileuse que d'habitude. Bien-sûr nous y sommes présents.

Au fil des assemblées générales, deux sujets récurrents reviennent : la décision d'une grève reconductible et la constitution d'une

caisse de grève. Ni l'une ni l'autre ne font l'unanimité. Plusieurs collègues (une quinzaine sur quatre-vingt) sont très vite convaincus par la nécessité de se lancer dans une grève reconductible seul moyen d'avoir le temps de préparer des actions différentes des manifestations classiques. De fait, une vingtaine de personnes se met en grève reconductible trois jours sur cinq trois semaines de suite Bien-sûr, la grève n'est pas totalement reconductible mais la réalité gersoise est aussi que nous sommes le seul établissement scolaire à être si fortement mobilisé. Le Gers est un département très rural et peu densément peuplé dans lequel les établissements scolaires sont loin les uns des autres. Les enseignants grévistes sont souvent isolés et peuvent avoir le sentiment que "ça ne sert à rien" de se mobiliser car tout seul on ne change pas grand-chose. D'où l'idée d'aller à la rencontre de nos collègues sur les jours de grève reconductible.

La caisse de grève a tout d'abord été lancée par la vente de gâteaux sur le marché. Puis, via un site internet. Sa gestion a été évolutive. D'abord créée pour soutenir les personnels percevant les plus faibles

rémunérations, elle s'est étendue au fur et à mesure à tous les personnels et a donné lieu à la motion suivante pour clarifier son fonctionnement.

Principes de la caisse de grève votés à l'unanimité le mardi 21/03/2023 en assemblée générale.

Cette caisse de grève ne compensera pas nos pertes de salaire mais a pour but de soutenir le mouvement de grève pour qu'il dure jusqu'au retrait de la réforme des retraites.

Pour ce qui est des agents, AED, AESH, et professeurs contractuels, nous pouvons abonder pour tous les jours de grève du 19/01/ 2023 au vendredi 24 mars 2023.

Pour ce qui est des professeurs non contractuels (titulaires) les jours de grève seront aussi comptés du 19/01/2023 au vendredi 24/03/2023, mais la somme retenue sera la moitié de celle donnée aux catégories précitées.

Ceci afin de garantir la plus grande équité.

Chacun est libre d'accepter l'aide de la caisse de grève ou de la remettre dans le pot commun s'il juge n'en avoir pas besoin.

Il est à noter que si certaines centrales syndicales : CGT/ sud solidaire ont abondé à notre caisse de grève, reconnaissant en cela l'intensité de notre mobilisation, d'autres confédérations en revanche ne se sont pas senties concernées!

L'aspect horizontal de la lutte rencontre une forme de solidarité ou pas....

La caisse de grève a permis d'instaurer une solidarité qui a modifié le rapport de classe entre enseignant et AED ou agent d'entretien. Depuis, les rapports de classe qui existaient et la division artificielle entre travailleurs en un même endroit se sont fissurés laissant place à une réelle solidarité.

A l'heure de la rédaction de cet article, la lutte n'est pas terminée et il est difficile de savoir si notre détermination l'emportera. Cependant, il faut espérer que la lutte partagée aura ancré dans les esprits que la préservation des acquis sociaux sera bien l'œuvre des travailleurs eux-mêmes décidant des formes de leur lutte.

HALTE à la numérisation-privatisation des services publics !

La Poste, avant-poste de la start-up nation (Amis postiers, créer des identités numériques ne fait pas partie de vos missions)

Écran total est un collectif national qui regroupe des personnes refusant l'informatisation de leur travail et de leur quotidien. Nous pensons que l'envahissement de tous les domaines de la vie par les technologies numériques pose de graves problèmes : sanitaires, relationnels, psychologiques, politiques, écologiques... Nous voulons libérer les paroles critiques du numérique qui n'osent pas se faire entendre, aux différents étages de la société ; nous documentons les nombreuses situations qui montrent que la numérisation est synonyme de régression plutôt que de progrès ; et nous nous opposons aux politiques publiques qui accélèrent cette numérisation, au prétexte d'épouser les habitudes déjà prises par les gens.

Par exemple, nous sommes choqués par le choix de l'entreprise La Poste d'accompagner la numérisation du mode de vie, en décourageant la circulation du courrier postal. L'objectif des dirigeants semble même de le faire disparaître, selon le principe auto-réalisateur : de moins en moins de gens envoient des lettres, donc on augmente massivement le prix des timbres et on dégrade le service postal, et du coup... de moins en moins de gens envoient des lettres (on vous l'avait bien dit !).

Non seulement La Poste sabote sa raison d'être, mais elle se veut

pionnière de l'identité numérique. L'identité numérique, c'est la création, pour celles et ceux qui le veulent, d'un identifiant et d'un mot de passe uniques, pour une grande partie des services de base (publics comme privés) que l'on trouve aujourd'hui sur Internet. C'est une manière de faciliter – et donc généraliser – les démarches administratives en ligne, la « délocalisation » des services publics dans « le monde virtuel », le paiement par Internet... Le but est qu'absolument tout puisse être fait devant un écran. Avec pour résultats, s'étalant sous nos yeux : l'affaiblissement des collectifs de travail, l'atomisation des salariés et des citoyens, l'emprise des géants du numérique et du marketing sur nos esprits, la privatisation des services publics et la désertification des espaces communs – au mieux, il y a du monde autour de nous, dans le train ou le centre commercial, mais chacun est sur son smartphone, « seul ensemble ». Qu'en pensent les salariés de La Poste ? Pourquoi donc leur entreprise est-elle à la pointe de cette régression sociale et culturelle ? Y a-t-il des moyens de s'y opposer ? Comment faire, salariés et usagers, pour rétablir un service public de courrier postal digne de ce nom ?

SOLIDARITÉ avec les postiers victimes de la précarité, de l'automatisation et de la destruction des retraites, **HALTE** à la numérisation-privatisation des services publics, **NON** à l'identité numérique et à l'obligation « smartphonale » !

texte du collectif écran total occitanie

Après le 49.3, après 8 journées de mobilisation, et avant la 9^{ème} :

Pour obtenir le retrait, changeons de méthode !!!

Après plus de deux mois de « mouvement contre la réforme des retraites », il est temps de se poser des questions, de s'interroger sur la stratégie employée par ceux qui sont censés défendre les intérêts des travailleurs, les syndicats.

Les syndicats et partis politiques contrôlent et maîtrisent les colères de la population et des travailleurs sans pour autant laisser possible l'expression réelle de cette colère légitime. Ils vont une fois de plus faire perdre le mouvement social.

Il est temps de reprendre la main. Le mouvement des gilets jaunes il n'y a pas si longtemps nous apportait des réponses en terme d'actions et de mobilisation pour la gagne.

Nous enchaînons le temps d'un après-midi, semaines après semaines les défilés en ville, mais nous savons bien que cela ne fera pas fléchir le gouvernement. Malgré les mobilisations massives nous semblons voués à la défaite et à la démoralisation.

Pourtant il n'y a pas si longtemps que cela, le mouvement des gilets jaunes a employé des méthodes innovantes d'organisation qui ont permis d'obtenir des résultats. Ne faisant confiance qu'à eux même, réunis en assemblées populaires sur les ronds-points, ils ont refusé de confier à qui que ce soit le soin de les défendre ou de les représenter. La démocratie directe, l'action directe ce sont les seules règles qu'ils ont acceptées collectivement et ça a marché. Pour calmer la situation, Macron a dû lâcher 17 Milliards d'Euro. Aujourd'hui, le même Macron dit qu'il manque 12 milliards pour les retraites. CQFD.

La situation est donc tout à fait claire : soit nous gagnons avec les méthodes des Gilets jaunes, soit nous perdons avec celles des directions syndicales.

La population et particulièrement les travailleuses et les travailleurs sont très majoritairement opposés à cette réforme injuste. Pour populariser notre lutte, organisons des assemblées populaires partout, sur les ronds-points, sur les places des villages et des villes, dans les quartiers, dans les usines, les entreprises, les ateliers, les universités, les lycées etc...Assemblons-nous pour discuter collectivement des actions à mener, construire des solidarités pour

résister malgré l'inflation et les menaces de chômage, et enfin être en capacité de reprendre l'initiative sans la laisser entre les mains de représentants qu'ils soient syndicaux ou politiques.

La réalité du système dans lequel nous vivons, c'est que la loi des retraites est faite comme toutes les autres lois par les membres de la classe dirigeante pour servir les intérêts de cette classe.

La seule façon de casser cette loi et d'en finir avec ce système injuste et inégalitaire, c'est de nous organiser collectivement, sans leader ni dirigeant, et de passer à l'action directe.



Ne faisons confiance qu'à nos luttes. Grève, blocage et sabotage !
Démocratie directe, auto-organisation en assemblée populaire,
Action directe Pour le retrait de la loi, Grève Générale !

Contacts : CNT-AIT Perpignan perpignan@cnt-ait.info CNT-AIT Montluçon initiative.03@cnt-ait.info
CNT-AIT Montauban Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net CNT-AIT Paris Banlieue : contact@cnt-ait.info CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy 31000 Toulouse <http://cnt-ait.info> FB : @chats noirs.turbulents TW : @CNTAIT



Métallos en colère solidaires avec Serge et les blessés de Sainte Soline

Il y a un an on débutait une grève pour nos salaires (1). Beaucoup de personnes et d'organisations étaient venues nous soutenir.

Parmi elles, Serge, aujourd'hui entre la vie et la mort, gravement blessé par la répression féroce que l'Etat a abattu sur les manifestants anti-bassines.

Aujourd'hui, nous tenons à exprimer notre soutien plein et entier à Serge, ses proches, ainsi qu'à toutes et tous les blessés de Sainte-Soline.

Des métallos solidaires et en colère.

NDLR : pour mémoire lire l'article sur cette grève ici : <http://cnt-ait.info/2022/05/05/solidarite-avec-les-travailleurs-de-mecachrome-en-greve/>



Vichy : Solidarité avec Jean-Claude !

Ce Mercredi 15 mars, bien connu du mouvement social vichyssois, infatigable militant participant à toutes les luttes locales, Jean-Claude est venu à Vichy ce jour comme environ 2000 personnes pour lutter contre la réforme des retraites.

Après une manif qui s'est déroulée dans une ambiance somme toute bon enfant, Jean-Claude s'en retournait vers son véhicule sans s'apercevoir qu'il était suivi par des policiers en civil. Les pandores l'ont arrêté en pleine rue, attendant qu'il soit isolé, et l'ont emmené au commissariat où il a passé près de 24 heures en garde à vue. Quel crime gravissime justifie cette privation de liberté ?

Tenez-vous bien : Jean-Claude aurait écrit des slogans au marker pendant le trajet de la manifestation ! Manifestement le ridicule ne tue plus en 2023, heureusement pour la maréchaussée. On nous impose la publicité partout, on nous demande de couper notre chauffage pour économiser l'électricité nécessaire aux panneaux publicitaires électroniques qui nous lavent le cerveau 24 heures sur 24, par contre tout individu qui oserait exprimer ses opinions se voit traité comme un dangereux criminel !

Il est insupportable de constater qu'une fois de plus l'Etat se sert de son outil répressif pour taper contre celles et ceux qui luttent pour l'intérêt commun.

Jean-Claude passera en procès le 19 avril prochain. Soyons nombreux à lui exprimer notre solidarité.



La CNT-AIT dénonce le climat de répression et d'intimidation que fait régner ce gouvernement et Macron, au service du patronat et des intérêts financiers.

Nous restons vigilants sur la suite de cette affaire et assurons Jean Claude – et au-delà toutes les personnes victimes de la répression policière – de notre totale solidarité, sans condition.

Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre tous !

CNT-AIT 03

initiative.03@cnt-ait

<https://www.facebook.com/juan.arkista.1>

« Qui vous dit qu'elle l'a tué ? » (1)

Ce samedi 11 mars, 120 personnes réunies dans une salle obscure ont pu apprécier le très beau film de Béatrice Pollet. Toi non plus tu n'as rien vu. Ce film évoque un sujet très difficile : ce que la société, la justice, la police et les médias tout comme la médecine, encore à l'heure actuelle, dénomment le déni de grossesse.

Une femme subit un état dans lequel son corps ne transmet pas l'information essentielle. Elle a donc un ventre plat. Subitement quelques spasmes, du sang. Elle pense qu'elle vient de se vider. Quelque chose qui tombe ; ce quelque chose sera enveloppé puis abandonné sur une poubelle, et heureusement trouvé au hasard d'une promenade nocturne du chien d'un voisin. Pour elle, en état de sidération, aucune compréhension intelligible de la situation. Pour la justice, pour la police, pour les médias Il y a tentative de meurtre sur personne de moins de 15 ans.

Ce film retrace le dur et éprouvant chemin que vont alors prendre cette femme et son avocate vers un très hypothétique acquittement. La réalisatrice, loin de tout pathos n'oublie rien de la situation et de son objectif. Interroger les faits rien que les faits jusqu'à reconnaître que l'on ne sait pas répondre ni en terme médical ni en terme policier ou judiciaire à cet événement. Dans une bienveillance les personnages évoluent et nous montrent un entourage familial, banal et aimant, une police et justice au travail sans complaisance.

Film épuré, documenté, remarquable performance d'actrice et acteur, tout sonne juste. J'arrête ici, j'en ai déjà trop dit pour celles et ceux qui désireraient aller le voir. Mais la cerise sur le gâteau au-delà de la projection fut le débat qui s'en est suivi entre la réalisatrice et la salle. Fait remarquable les applaudissements en fin de générique final malgré la gravité du propos et la présence de la quasi-totalité des spectateurs aux échanges à venir.

« Pourquoi le mot « déni » alors que ce film est le plaidoyer de l'absence de conscience de cet état, sans éléments probants pouvant l'informer ? Un médecin engagé dans la reconnaissance de cet état propose l'abandon de ces termes odieux « déni de grossesse » ; lui, parle alors de « Grossesse non perçue. »

« Le droit pénal est censé protéger le ou la personne de la vindicte sociale et être garant de la présomption d'innocence. Pourquoi ce titre ? Le « Tu » et « Toi » du titre ? Toi aussi tu n'as rien vu est une adresse au spectateur qui lui aussi n'a rien vu sinon un ventre plat dans les premières images. Alors si condamnation il doit y avoir, pourquoi seule la femme est condamnée sans condamnation de l'entourage ? »



- Solitude de la femme, totalement isolée dans la machine judiciaire, interrogatoires et expertises, subissant un « ramassis d'une extrême violence » durant le cheminement policier et judiciaire (cf : témoignage personnel et poignant dans la salle d'une spectatrice).

L'Association Française pour la Reconnaissance du Déni de Grossesse, fondée par le Dr Félix Navarro, médecin de santé publique et lanceur d'alerte avant l'heure (2), réunissant médecins et avocats psychologues sages-femmes éducateurs et bénévoles, a rompu à sa juste mesure cet isolement en prenant toute sa part lors des

procès sur lesquels elle se déplaçait. L'association est malheureusement actuellement en sommeil. « Il nous faudrait combler ce vide en la relançant... » semble être le ressenti de la salle.

- Quelques exemples rapportés de déni de grossesse :

« Lors de visites gynécos pour périnatétiennes, lorsque la gynéco leur annonçait une grossesse de 8 mois, celles qui n'y croyaient pas restaient avec leur ventre plat et malheureusement se retrouvaient devant un déni total le mois suivant. Celles qui y croyaient, dans les 24h, le ventre se transformait et gonflait.

Ici le déni de grossesse fonctionne à l'inverse d'une grossesse nerveuse. Le corps fonctionne et la tête n'y croit pas. » (Cf : Témoignage d'une adhérente de l'association dans la salle)

Femme qui après une compétition sportive ressent une douleur puis fait un déni.

La réalisatrice évoque elle aussi les exemples à suivre :

« En Afghanistan, une militaire au combat...

En prison suite à une peine pour « infanticide, « une femme est prise de douleurs subitement dans sa cellule.

Devant le personnel pénitentiaire, qui lui aussi n'a rien vu venir, elle vient de refaire un déni de grossesse !!! »

Le sociétal :

- « lorsqu'un enfant meurt, la société lui doit justice. Lorsque la médecine ne sait que dire, on repasse et replace le problème au niveau du juridico-policier. Mais est-ce que cela doit se passer aux assises ? Il faut trouver autre chose, un autre espace. »

- « Au-delà de la femme et du déni de grossesse, improprement nommé, nous vivons dans une ère et aire où l'on doit tout maîtriser. Or la vie est un phénomène qui pour l'heure n'est pas maîtrisable. Les neurosciences nous indiquent que ce qui est maîtrisable dans le fonctionnement cérébral,

se situe au niveau du cortex préfrontal et donc que la part du conscient est de 5% et que les 95 % restants, fonctionnent au niveau du système inconscient. Or, nous vivons dans une société qui reste dans l'incapacité à accepter de perdre la maîtrise et le contrôle. On en est là pour la grossesse non perçue. Un peu comme le jour de la découverte des interactions des particules en physique qui allait remettre en cause toute la physique newtonienne en se rendant compte qu'il existait autre chose. »

Alors on en reste au connu : on criminalise, on culpabilise un bouc émissaire en se dédouanant, on en ait du fait divers qui fait vendre. Affaires Grégory, affaire Courgeault...infanticides.... du sensationnel à l'insupportable
Quelques chiffres pour finir :

- Aucune statistique des condamnations.
- En 2009 dans le Quotidien des médecins, on pouvait déjà lire :

« Le déni de grossesse est une « réalité médicale parfaitement chiffrable », estime le Dr Félix Navarro, président de l'AFRDG

(Association française pour la reconnaissance du déni de grossesse).Le déni de grossesse est dit « partiel » quand sa levée survient à partir de vingt semaines (cinq mois) et avant la fin de la grossesse. Il est « total » quand il dure toute la grossesse et n'est levé qu'au moment de l'accouchement. Selon des études menées en Allemagne, en Autriche et aux États-Unis, il y aurait un déni de grossesse partiel pour 400 à 500 naissances et un déni de grossesse total pour 2! 500 naissances. Une fréquence supérieure à celle du risque de trisomie (1/700) ou de spina bifida (1/1 500), pour lesquels de vraies politiques de prévention sont mises en place, souligne l'AFRDG.... » (3)

- La maternité du CHU Jeanne de Flandres à Lille énonce le nombre de 1500 à 3000 femmes concernées par an.

- 80 % des femmes concernées vivent en couple.

- 50 % ont eu des maternités précédant la grossesse non-perçue.

Pour conclure, je redonne ici celle du débat,

présentée par un compagnon de route de Félix, en invitant Félix Navarro parmi nous : « Il me semble que dans toute cette histoire on parle beaucoup de monstres, et si monstre il y a, ce n'est pas nécessairement du côté de la mère mais parfois de la machine judiciaire. »(4)

(1) Titre de la conclusion du colloque.in « Qui vous dit qu'elle l'a tué ? »

Archive sonore in archive.org déni de grossesse.

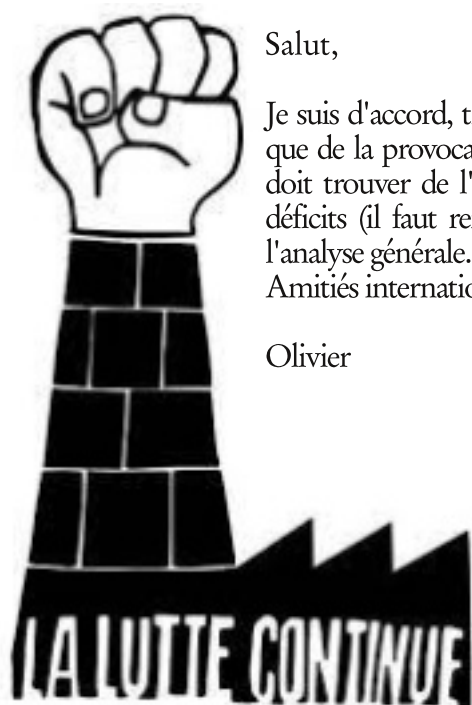
(2) Félix Navarro, par ailleurs, notre compagnon, fut un militant actif et très impliqué dans la CNT-AIT Confédération Nationale du Travail et membre de l'Association Internationale des Travailleurs, luttant et défendant les valeurs de l'Anarchosyndicalisme.

(3) in Un déni pour 475 naissances publié le 28/09/2009 in le Quotidien du Médecin

(4) F.Navarro conclusion du colloque de 2008 Université P.Sabatier Toulouse

Une réaction à l'édito du dernier AS 180

Syndicats : défendre les travailleurs ou défendre le système ?



Salut,

Je suis d'accord, très bon article et bien étayé. Une seule critique: je ne pense pas qu'il n'y ait que de la provocation dans l'attitude de Macron. Du fait des déficits de la France, le pouvoir doit trouver de l'argent partout pour rentrer dans les critères de l'UE et donc résorber ses déficits (il faut rentrer dans la règle des 3% de déficit). Mais c'est secondaire par rapport à l'analyse générale.

Amitiés internationalistes

Olivier

Les œufs de pâques de Darmanin.

Ils sont joueurs ces dirigeants macroniens ! Ils sont vraiment créatifs, dès qu'il s'agit de jouer en vrai comme sur la console de leur enfance !

On manque de profs même des sans-formation, on manque de lits d'hôpitaux, on manque de médicaments élémentaires, particulièrement en pédiatrie, on manque de soignants, on manque d'HEPAD et de crèches publiques, on passe allègrement les 10 millions de pauvres et les 14 millions, si on ajoute les précaires (là, j'avoue que je ne comprends pas la nuance statistique), on manque de logements décents, on manque de structures d'accueil pour les pauvres, SDF, exilés, on manque de moyens pour la protection de l'enfance, on manque de tellement de choses élémentaires dans la 7ème puissance mondiale qu'il faudrait une liste à la Prévert pour nommer les manques.

Mais, la répression, elle, ne manque ni de munitions, ni de nouveaux jouets !

C'est ainsi que les PMC, produits de marquages codés, viennent de faire leur apparition dans l'encadrement des manifestations, permettant aux forces de répression d'augmenter le nombre et les « motifs » de gardes à vue.

En fait, c'est le social-libéralisme appliqué.

Libéralisme, là, y'a pas de doute : le profit justifie les moyens. Forcément proportionnés ! Ce n'est pas pour rien que les deux plus riches du monde sont français.

Social, là, on est dans une définition très macroniste : est social tout ce qui permet d'encadrer, de contenir la population, « la foule ». Donc, tout ce qui permet d'être répressif. D'abord par intimidation (garde à vue « préventive »!!!), garde à vue à posteriori (on met en garde à vue des manifestants ou pas, en « marge » des manifestations, c'est à dire hors du défilé. Si ça ne suffit pas, on cogne et, on utilise les LBD (avec ou sans quad, avec ou sans BRAV-M) pendant les manifestations. Pour rappel, les LBD sont classées « armes de guerre ». Enfin, depuis Sainte-Soline, on utilise les PCM ! D'ailleurs, même un journaliste en a fait les frais !

Ils balancent des petites billes colorantes, sur la foule. Ils arrêtent des gens au hasard ou pas. Au poste, on vous passe aux UV et, si des tâches apparaissent, (vertes ? Bleues ? Jaunes ?), vous êtes mal ! On a la preuve, évidemment scientifique de votre délit ! Lequel ? Peu importe, on a la preuve !

Aucune information officielle n'est disponible sur l'encadrement et l'usage de ces nouveaux jouets. C'est ce qu'on appelle la gestion sociale-libérale des conflits en macronie, républicaine, bien sûr !

Dans quel cadre légal ? L'arsenal de la future loi Darmanin devrait y pallier. En attendant, on anticipe et on applique une loi, dont on n'a pas encore pu lire le texte intégral, mais, qui sera soumis au parlement. Comme celui de la réforme des retraites ?

Pour info, la loi, et particulièrement son volet anti-migrant, est en voie d'expérimentation totale à Mayotte.

Question : quand Le Pen sera présidente, que pourra-t-elle faire de pire avec l'arsenal dont elle disposera ? Il va lui falloir de l'imagination, de la créativité.

Macron, lui, restera dans l'histoire comme le président qui aura le mieux œuvré pour construire l'Etat post-fasciste nécessaire à l'accroissement des profits de quelques-uns au détriment des populations et de la planète !

Ah ! Qu'elles sont belles les valeurs de la république macronienne ! Bon courage à chacun d'entre nous. Bon courage à nos jeunes !

Adieu l'universalisme, adieu les droits de l'humain, adieu la liberté, la fraternité, quant à l'égalité... c'est quoi ces gros mots ? Rappelons-nous que nous sommes capables de penser, d'argumenter, d'analyser, de choisir au-delà des propagandes.

Résistons, auto-organisons-nous, il n'y a pas de petites luttes. Soyons les petites mains de la résistance, de la Révolution Sociale nécessaire.

Josette Montauban 13 avril 2023.

LE MEPRIS (suite du précédent numéro)

Le lundi 27 février 2023, une des employées de ménage au sein de la mutuelle militaire TEGO-AGPM, de Toulon-Sainte-Musse, s'est rendue à Marseille au siège régional de la société de nettoyage ISOR, son employeur, prestataire de service de ladite mutuelle. Elle avait reçu, quelques jours plus tôt, une lettre lui demandant de s'y rendre en vue d'un "entretien préalable à un éventuel licenciement". A l'origine, trois employées avaient été convoquées. Mais en raison du temps pluvieux et froid et de la distance (120 kilomètres aller-retour entre Toulon et Marseille), une seule a pris soin d'aller rencontrer le directeur... qui n'était pas là ! Car, étant occupé depuis la matinée à négocier avec des salariés grévistes sur le site d'une usine

métallurgique de Fos-sur-Mer, suite à une grève surprise. De rencontrer, alors, son adjoint se présentant comme le "chef d'exploitation". L'entretien a été courtois. L'employée présente a pu exposer les conditions d'accueil insanes décrétées au tournant des années 2021-2022 par une responsable de la mutuelle (celle que les agents d'entretien avaient pu rencontrer au soir du 8 février et qui s'était montrée si peu diplomate). Ce Monsieur, interrompu en pleine comptabilité, de se monter particulièrement affable et d'être étonné de l'accueil rugueux (ou, plutôt, du non-accueil) des personnels ménagers avant 17 h 45 et de l'incident survenu le 8 février avec le gardien et la responsable. Il est ressorti de 35 minutes

d'entretien, autour d'une tasse de café, dans une salle de réunion, que la "salle à café" dont bénéficiaient les agents de nettoyage à Toulon-Sainte-Musse ne serait plus d'actualité. Cela étant une décision unilatérale prise par le client, l'AGPM-TEGO. Ensuite, il a été dit que la société prestataire de service demanderait, cependant, à ce que l'accueil soit revu favorablement. Puis, la chose la plus importante : qu'aucun licenciement n'était envisagé ("on ne licencie pas pour ça", a-t-il été indiqué). Et l'interlocuteur de s'inquiéter de savoir si l'employée présente devant lui comptait démissionner. Il a été répondu par l'intéressée : "non" ! Et de sentir un certain soulagement. En effet, comment faire tourner une équipe d'agents de nettoyage si tout le monde démissionne ou se fait porter pâle ? Ce serait, là, un vrai casse-tête pour le prestataire de service.

Dans les jours ayant précédé cet entrevue, suite à l'évocation, le 9 février, de la possibilité de licenciement d'une employée, un contact a été pris, en urgence, avec un syndicaliste CGT de la mutuelle AGPM-TEGO, Monsieur R..... (positionné à Nîmes, mais dont l'activité syndicale couvre l'ensemble du sud-est). Il est ressorti des divers échanges qui ont pu avoir lieu par la suite, avec ce syndicaliste, que le Directeur des Ressources Humaines de l'AGPM-TEGO, Monsieur G....., était dans l'ignorance des nouvelles dispositions d'accueil des personnels ménagers prises en décembre 2021 et le dit DRH de qualifier la situation d'un simple mot : "absurde". Il est ressorti, également, que la décision d'un accueil sans humanité incombait à Madame D-D....., cadre chargée de négocier les contrats avec les prestataires de service. La raison d'un tel changement en aurait été un abus de l'usage fait de la "salle à café" de la part de personnels arrivant bien avant l'heure de début du travail (18 h). Mais de là à interdire, entre 17 h 30 et 17 h 45, l'accès complet au hall d'entrée de la mutuelle, c'est exagéré. C'est, là, un virage à 180°.

Pour l'anecdote, il m'a été dit que cette responsable (ayant peu apprécié l'incursion au 2ème étage, en date du 8 février, des agents d'entretien mécontents) a prétendu avoir été menacée. Fichtre ! Ceci motivant, par la suite, l'envoi de lettres à un entretien préalable à un éventuel licenciement. Je rappelle que ce fameux soir du 08 février 2023, le gardien, prénommé C....., avait menacé d'appeler la police si

les agents ne quittaient pas le hall d'entrée, après qu'ils s'y soient installés avant le "top" d'entrée de 17 h 45. Renseignement pris, en guise menace, il avait été seulement dit par une femme de ménage : "Madame, ma sœur tousse. Si elle est malade cette nuit, on portera plainte contre vous." Est-ce, là, une menace ? Bien sûr que non ! Mais, il est clair que "quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage".

Le 08 mars 2023, lors d'un nouvel entretien téléphonique avec le syndicaliste de la CGT-AGPM, il a été permis d'apprendre que les conditions d'accueil des personnels ménagers seraient revues de façon à les humaniser (on n'en attendait pas moins). Mais quand ? Pas moyen de le savoir. Depuis qu'il a été annoncé qu'aucun licenciement ne serait effectif, en matière d'accueil rien n'a changé. Les agents sont dans l'attente d'une décision qui leur soit favorable. D'une décision humaine ! Il a été demandé, alors, que le DRH veuille bien ne pas oublier, avant l'automne prochain, que la situation actuelle était "absurde", comme il avait su si bien la qualifier. Pour ce qui est de la réouverture de la "salle à café", il a été confirmé par le canal syndical (comme il avait été déjà expliqué à Marseille, le 27 février) que le client n'étant pas tenu d'en mettre une à disposition, il n'était plus raisonnable d'y compter. Cette demande de réouverture de la "salle à café", du reste, n'était même pas envisagée par les agents. L'essentiel étant, pour eux, de ne plus être maintenus à la porte, bloqués comme des chiens, avant 17 h 45, à l'automne prochain. C'est-à-dire au retour du froid, du vent, de la pluie et des basses températures. Il est confortable pour certains de travailler à l'abri d'un hall ou dans les étages. C'est tellement confortable, qu'ils en viennent à oublier celles et ceux qui nettoient leurs bureaux, récurent leurs WC, vident leurs poubelles. La morale de l'histoire voudrait que les "Thénardier" se trouvent, un jour, à devoir faire le ménage ! Peut-être, finiraient-ils par comprendre que le mépris est une chose insupportable ? Certaines personnes, dont l'organisme employeur prétend avoir des valeurs en matière de santé, seraient bien inspirées de lire le roman "La Couleur des sentiments" de Kathryn Stockett.

C.N. (Toulon)

Soutien aux déserteurs de la guerre Russo-Ukrainienne

Depuis le début de l'année, « l'Initiative Olga Taratuta, initiative de solidarité avec les déserteurs, les pacifistes, les réfugiés en Ukraine, Russie et au Bélarus » aide le jeune Ivan, insoumis russe, réfugié en France pour échapper à la conscription. La CNT AIT, le samedi 25 février, a organisé une réunion débat dans ses locaux Toulousains pour permettre à Ivan d'exposer sa situation. Né d'une mère russe et d'un père ukrainien, Ivan, jeune étudiant pacifiste ayant reçu des menaces du fait de sa binationalité mais aussi de son homosexualité, nous a expliqué son parcours pour s'enfuir de Russie vers l'Allemagne via l'Azerbaïdjan grâce à un visa touristique. Confronté à l'absurdité des règlements administratifs, malgré sa situation de réfugié fuyant la guerre, il s'est retrouvé refoulé par l'Allemagne en France. Le récit de sa confrontation avec l'administration allemande (il a dû payer son séjour en centre de rétention 135 € la nuit pour un mois de détention) a été un des moments forts de son récit. Par contre, aux questions de l'auditoire qui souhaitait connaître son point de vue sur la réalité de la vie en

Russie, et sur l'opposition à la guerre et Poutine, malgré la haine qu'il porte à ce triste sire, Ivan ne fit que des réponses vagues. La timidité naturelle d'Ivan mais aussi une certaine prudence peuvent expliquer cette réserve. Mais il est aussi évident qu'Ivan n'est pas un révolutionnaire, et encore moins un anarchosyndicaliste, ni un militant politique. Ceci n'a aucune importance pour la CNT-AIT, car la solidarité ne se marchande pas : elle est par principe acquise à tout réfugié qui fuit la barbarie de la guerre. C'est au nom de ce même principe universel que nous apportons aussi notre appui à des réfugiés Syriens ou Africains, sans considérations idéologiques dogmatiques ou sectaires. En France, Ivan a repris des études et poursuit les démarches pour obtenir le statut de réfugié. Il ne retournera pas en Russie tant que Poutine et ses acolytes seront au pouvoir. Une rencontre en vérité qui a conforté, un peu plus encore, tous les participants dans la nécessité d'appuyer l'action de l'Initiative Olga Taratuta.

Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosindicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres.

Vous pouvez commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal (le prix de revient de ces brochures imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 Euros) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- *"Détruisez le mouvement de Makhno", la guerre secrète des bolchéviks contre Nestor et ses insurgés, dans la révolution et l'exil.*

« Détruisez le mouvement de Makhno ». L'ordre de Trotsky donné en 1919 à l'Armée rouge était sans équivoque. Il fut poursuivi avec zèle par l'administration policière soviétique, même après que Trotsky fut tombé en disgrâce et qu'il eut à subir lui-même – ironie de l'Histoire – la traque de la police politique communiste...

Cette brochure rassemble plusieurs textes sur la volonté systématique des bolchéviques pour essayer d'éliminer Makhno et ses insurgés, même après leur défaite. Elle contient des textes inédits en français, notamment un article de Volodymyr Horak sur la guerre secrète des bolchéviques contre Makhno en 1921 ainsi qu'un texte paru en novembre 2021 sur le site internet du service historique des services secrets ukrainiens . Ce texte nous entrouvre la face secrète de l'Histoire en donnant à lire des extraits des dossiers « Makhno » exhumés des archives de la police politique communiste, le Guépéou.

Outre des aspects historiques inédits, ces documents révèlent l'acharnement du pouvoir Communiste soviétique à pourchasser les insurgés d'Ukraine et leur idéal de liberté partout où ils se trouvaient, en Ukraine comme à l'étranger. Cette haine éternelle des Communistes pour la liberté s'exprima jusqu'au bout puisqu'en août 1989 – soit 70 ans après les faits et quelques mois seulement avant la chute du Mur de Berlin - la police politique locale cherchait encore à réprimer ceux qui auraient eu la velléité de se remémorer l'épopée Makhnoviste. Ces dossiers secrets nous révèlent aussi que Makhno et la plupart de ses compagnons surent rester fidèle à leurs idéaux, malgré les épreuves d'une vie qui ne les ménagea pas.

Un texte est consacré à Victor Belash, figure controversée du mouvement anarchiste en Ukraine qui de fait collabora avec les communistes dans leur chasse aux anarchistes, avant d'en être lui-

même victime. Un texte est d'ailleurs consacré à la purge des ultimes makhnovistes en 1937-1938, au pic de la persécution stalinienne. La défaite militaire et politique ne suffisait pas aux communistes, il fallait que l'idée même d'une alternative révolutionnaire possible au bolchévisme soit pourchassée et exterminée. Ce qu'explique l'article nécrologique consacré à Makhno par Pierre Berland, correspondant à Moscou du quotidien Le Temps en août 1934.

Lien de téléchargement : <http://cnt-ait.info/2023/03/20/detruisez-makhno/>

LES TRADITIONS OPPRIMENT LES FEMMES !

Une société qui se base sur l'exploitation de l'humain a besoin d'un ordre sexuel rigoureux. Réaction, statu quo, évolution, révolution,... la condition des femmes dans une société est un élément fondamental de l'analyse du contexte politique ; et cette condition est inséparable du poids qui est donné dans la collectivité aux traditions et religions.

Cette évidence est souvent « oubliée » actuellement. En effet, même dans les milieux qui se pensent progressistes, même dans le milieu libertaire, qui pourtant s'affiche féministe et anti-patriarcal, les conservatismes les plus lourds ont gangrené le discours et la pensée. Certes, ils l'ont fait habilement. Ils ne s'expriment plus selon la vieille rhétorique, « Travail, famille, patrie ». Ils se camouflent derrière de nouveaux oripeaux et prennent les déguisements du « régionalisme », de la défense « des peuples originels » de celle de la notion de « coutumes » quand ce n'est pas le « respect » de « certaines traditions religieuses »...

Cette brochure vise à explorer comment, à différentes périodes de l'Histoire et sur tous les continents, les femmes et au-delà tous ceux attaché à l'émancipation humaine se sont battus contre les traditions, y compris au sein même du mouvement révolutionnaire et anarchiste car il n'y a pas de liberté des femmes sans rejet des traditions oppressives !

Lien de téléchargement : <http://cnt-ait.info/2023/03/07/traditions-oppriment-femmes-bro/>

« Détruisez le mouvement de Makhno »
La guerre secrète des bolchéviks
contre Nestor Makhno et ses
insurgés, dans la Révolution et l'exil



EDITION CNT-AIT

LES TRADITIONS OPPRIMENT LES FEMMES !



EDITION CNT-AIT

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de
l'Aéronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la
situation économique du secteur de
l'Aéronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT
Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en
faveur des réfugiés et notamment des mineurs
isolés. Nous avons besoin
de votre soutien ! Nous sommes aussi
demandeur de soutien sous forme de temps à
partager pour
nos activités, de fournitures scolaires ou produits
de première
nécessités. n'hésitez pas à passer aux
permanences le samedi après midi
à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.
Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cнтаittoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-
AIT

[http://www.cнтаittoulouse.lautre.net/spip.php?](http://www.cнтаittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)
rubrique141

L'Anarchosyndicalisme en question et
Fédéréseau : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la

Nous venons d'éditer une
nouvelle série d'autocollants
rouges et noirs, du plus
magnifique effet pour égayer
les rues de vos villes et
quartiers. Plusieurs modèles
sont disponibles (en plus des
3 présentés ici). Nous
demande la liste complète
par mail (contact@cnt-ait.info)

Nous les envoyons par
paquet de 25, 50 ou 100. (vous
pouvez mélanger les
modèles). Le prix (port
compris) est de 2,50 € pour
25, 5 € pour 50, 7,50 € pour
100 exemplaires.



Vie de la CNT-AIT : nouvelles initiatives

L'actuel mouvement contre la « réforme de retraites » amène de plus en plus de travailleurs à se poser des questions et à chercher des alternatives au parlementarisme et au syndicalisme réformiste, dont tout le monde voit clairement les impasses. La CNT-AIT, ses militants et ses sympathisants, avec leurs petits moyens et fidèles au beau principe de la Première internationale « de chacun selon ses capacités », contribue activement de ce mouvement, que ce soit en diffusant des autocollants, des tracts ou le journal « anarchosyndicalisme ». Nous avons eu le plaisir de voir certains de nos slogans repris sous forme de bannières peintes, sur un échafaudage à Paris par exemple (cf. la photo de couverture : « 60 ans c'est déjà trop tard ») ou encore à Bayonne le jour du 49.3 qui était aussi le jour de la commémoration de la Commune « à bas le 49-Thiers ! ». Si vous aussi vous voulez apporter votre pierre à l'édifice commun, nous tenons à votre disposition du matériel de diffusion (autocollants, tracts, journaux, ...), n'hésitez pas à nous contacter pour en recevoir. Cette participation visible de la CNT-AIT permet aussi de rencontrer des compagnes et compagnons qui partagent l'envie de passer de l'action individuelle à l'action collective, en formant des initiatives CNT-AIT. Une initiative regroupe des militantes et militants (sans limitation de nombre) qui se reconnaissent dans les principes, tactiques et finalités de l'anarchosyndicalisme. Cette initiative propose ensuite son adhésion au réseau fédéral de la CNT-AIT, lequel les reconnaît de manière réciproque comme anarchosyndicat. Ainsi les compagnons de l'initiative 03 dans l'Allier deviennent désormais un anarchosyndicat local à part entière.

Des initiatives sont en cours de constitutions dans différents départements (Loire atlantique, Bretagne, Mayenne, Loire, Aude, Gers ...). Si vous êtes intéressées par rejoindre une initiative, ou pourquoi pas en constituer une, nous pouvons vous transmettre nos deux textes de base (« Principes et statuts de la CNT-AIT » et « Pour une organisation anarchosyndicaliste fédérale du XXIème siècle »). Ces textes peuvent également être téléchargés en ligne sur le lien suivant : <http://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi/>.

La CNT-AIT est ouverte à toutes les travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi, étudiants, retraités, qui sont déterminés à se battre pour améliorer leurs conditions de vie, sans se laisser récupérer par des politiciens ni des professionnels des syndicats ou des ONG, et qui ont l'espoir de construire un monde plus juste, où les richesses soient réparties suivant les besoins, dans un monde sans guerre ni frontière ni destruction écologique. L'Union fait la force, rejoignez-nous !

Ukraine : face à la guerre, la résistance. Mais avec qui ? Avec l'État ou avec la population ?

Le 24 février, quand les chars de la fédération de Russie se sont rués dans la plaine d'Ukraine, tout le monde a été pris par surprise. Enfin presque tout le monde : depuis plusieurs semaines déjà les oligarques ukrainiens – manifestement bien informés – avaient mis leur famille à l'abri à l'étranger, comme le dénonçait le groupe anarchiste de Lvov « Drapeau noir » dans un article paru une semaine avant le déclenchement de la guerre (1).

Dans les premiers jours de guerre l'État ukrainien a commencé à vaciller : une partie de ses élites ayant fui avant-guerre (2), une autre partie accueillant à bras ouvert l'armée de la fédération de Russie – ce qui explique la facilité avec laquelle Kherson et d'autres sites stratégiques ont pu tomber sans coup férir. Face à ce vide de l'État, la population – qui n'avait d'autre choix que de compter sur elle-même pour sauver sa peau – s'est soulevée dans un élan spontané de résistance. Partout des gens ordinaires se saisirent de kalachnikovs distribués dans un chaos relatif, improvisant des défenses de fortune. Cela permit à l'État ukrainien de gagner quelques précieux jours et de se remettre en selle. L'État ne s'étant pas totalement effondré, il a repris en main le mouvement initial, lui faisant perdre tout caractère spontané et populaire en le militarisant à vitesse grand V et passant ainsi d'une résistance populaire contre l'envahisseur à la défense de l'État nation ukrainien. Si la situation créée par l'irruption de la guerre n'a pas basculé dans un mouvement révolutionnaire, contrairement à ce qui s'était passé en Juillet 36 en Espagne, c'est qu'en Ukraine la population n'avait pas d'autre horizon idéologique (au mieux) que la démocratie libérale. Mais aussi parce que les groupes nationalistes ukrainiens – certains même se prétendant nationalistes libertaires – avaient fait depuis des années leur travail de préparation psychologique et idéologique pour que leurs idées identitaires s'imposent comme des évidences « allant de soi ».

Certains libertaires, grisés par l'élan spontané de la résistance du premier jour, annoncèrent créer un « peloton anti autoritaire ». Mais au bout de seulement quelques jours, ce peloton fut versé dans l'armée ukrainienne, avec uniformes et grades, adoptant le discours et les pratiques de toutes les armées nationales du monde. Il n'y a rien d'anarchiste dans les Forces de défense territoriale d'Ukraine, et prendre des selfies devant des drapeaux rouges et noirs ou noirs avec des A cerclés n'y change rien. On peut comprendre que dans la situation certains fassent le choix de rejoindre l'armée ukrainienne, mais ils ne le font pas au nom de l'anarchisme. En prétendant le contraire, ceux-là se mentent à eux même et aux autres, et ne rendent pas service au mouvement en faisant croire que finalement rien ne distingue les anarchistes des nationalistes, que tous se retrouvent ensemble dans l'Union nationale derrière l'État, son Drapeau et son armée (3).

La question n'est donc pas de nier le droit de la population en Ukraine à la résistance contre l'armée de la fédération de Russie, mais de s'interroger sur quelle résistance ? Dans quel objectif ? Avec qui ?

Tous les anarchistes ukrainiens n'ont pas choisi de se ranger derrière leur État, certains lui contestent même le monopole de la Résistance. C'est le cas du Groupe « Assembleia » de Kharkov. Ces membres ne se sont pas engagés dans la résistance armée, même s'ils ont su se saisir des kalachnikovs généreusement distribués le premier jour ... (4) Car de toute façon que change, d'un point de vue militaire et tactique, l'implication de quelques dizaines d'anarchistes (les effectifs de l'ensemble du mouvement anarchiste ukrainien d'avant-guerre) dans une armée ukrainienne d'aujourd'hui forte de près d'un million d'hommes avec les réservistes. Par contre, ils peuvent être déterminants au moins localement dans l'aide et le soutien aux civils qui souffrent des conséquences de la guerre, et qui sont toujours les grands oubliés de l'État, lequel en temps de guerre oriente tous les efforts financiers et matériels vers

l'armée. La guerre n'a pas non plus fait renoncer Assembleia à sa pratique d'avant-guerre de dénoncer sans relâche la corruption qui pourrit toute la société civile ukrainienne (5) ainsi que les patrons qui profitent de l'extrême précarité de la situation pour faire des travailleurs des esclaves sans aucun droit. Assembleia milite aussi pour le droit des Ukrainiens qui ne veulent pas mourir au front – et qui sont plus nombreux que ne le disent les médias – pour le droit de migrer librement.

La mise en échec de l'armée de la fédération de Russie au tout début de la guerre est aussi largement due aux sabotages des lignes de chemin de fer belarusses par les cheminots de ce pays, ce qui entrava l'arrivée massive des chars via le Belarus. Les blindés russes, obligés de passer en file indienne par la route devinrent des cibles de choix pour l'artillerie et l'aviation ukrainienne.

En Russie même, malgré la propagande du Pouvoir poutinien, la guerre ne fait pas l'unanimité. Dès les premiers jours de nombreux opposants, dont les anarcho-syndicalistes du KRAS-AIT ont participé aux rassemblements de rue anti-guerre. La répression se fit graduellement : au début des simples arrestations et avertissements, puis des amendes de plus en plus lourdes, et enfin des peines de prison pour avoir seulement manifesté dans la rue avec des feuilles blanches !!! La résistance anti-guerre est devenue souterraine. Certains sont passés à l'action directe contre l'armée, incendiant les centres de recrutement. Les femmes et mères de soldats se sont organisées pour exiger le retour de leur mari et enfants. Des syndicalistes bravent l'Unité nationale en déclenchant des grèves sauvages, comme le syndicat de livreur « Courier » ou le syndicat de la santé « Action ». Même si peu d'information nous arrive de Russie du fait de la censure des réseaux sociaux, il est certain que le sentiment anti-guerre est présent aussi en Russie.

L'initiative de solidarité « Olga Taratuta » (6) est née de l'urgence dès le premier jour de la guerre. Notre objectif était triple : aider les réfugiés et les déserteurs, qu'ils soient russes,

belarus ou ukrainiens, à fuir la guerre ; apporter un soutien moral, politique et matériel aux anarchistes en Ukraine qui résistent sans avoir abandonné les principes, notamment au Groupe Assembleia ; servir de caisse de résonance à la résistance anti-guerre en Russie et au Belarus.

En un an, notre bilan est très certainement très maigre vu l'ampleur des besoins. Nous avons participé à l'accueil et au soutien de plusieurs familles de réfugiés ukrainiens (aide aux démarches administratives ubuesques, recherche de logements, aide matérielle notamment pour les vêtements, mise à disposition d'un jardin potager partagé ...) Nous continuons de venir en assistance - avec d'autres personnes - à des jeunes russes ayant fui la mobilisation. Nous avons essayé de maintenir un travail d'information sur la situation réelle du point de vue la population et de la résistance civile aussi bien en Ukraine qu'en Russie ou Belarus, en traduisant des articles directement depuis les langues locales(7) mis en ligne sur notre site internet : <http://nowar.solidarite.online/blog>.

Nous avons édité en 2022 trois numéros de notre bulletin, diffusé aux réseaux militants pacifistes et antimilitaristes. Même si nous n'avons pas reçu le retour que nous espérions - nos moyens ne s'étant pas renforcés au niveau militant - notre travail de propagande ne semble pas avoir été totalement inutile, puisqu'il est cité dans un certain nombre de publications et réseaux en France et à l'international, que ce soit pour saluer notre effort, ou au contraire pour nous faire passer pour des « alliés objectifs » de l'un ou l'autre camp. Notre refus précisément de nous ranger derrière la bannière d'un Super Héros contre un Super Vilain, et notre décision assumée de nous ranger du côté de la population et de la résistance civile non étatique manifestement donne des boutons à ceux pour qui les choses sont toujours simples et automatiques.

Concrètement, nous avons aussi pu collecter plus de 1000 euros qui ont été transmis aux compagnons d'Assembleia avant l'hiver, pour leur permettre d'acquérir des moyens de chauffage. Nous remercions tous ceux qui ont participé et nous renouvelons notre

appel à dons car les besoins sont continus et « Assembleia » ne peut pas compter sur la générosité de l'État ni sur celle des groupes nationalistes même dissimulés sous des drapeaux « anti autoritaires ».

Si vous pensez que la position exprimée et mise en pratique par l'initiative Olga Taratuta – certes intransigente mais conforme aux principes de l'internationalisme – mérite d'exister et d'être soutenue, nous vous invitons à y participer. Même un individu peut contribuer, en diffusant les informations ou le bulletin par exemple.

Paix aux chaumières, guerre aux palais !



Editorial du Bulletin #4 de l'Initiative de solidarité Olga Taratuta Bulletin disponible par mail à l'adresse suivante : contact@solidarite.online. Pour recevoir la version papier du bulletin envoyer un mail ou écrire u courrier à CNT-AIT, 7 rue Saint rémésy 31000 TOULOUSE

contact@solidarite.online

<http://nowar.solidarite.online/blog>

1- Ukraine : unité mais avec qui ? <http://cnt-ait.info/2022/02/24/ukraine-unite-mais-avec-qui/>

2- Au contraire des réfugiés ayant fui APRES le déclenchement de la guerre, qui étaient souvent aussi des classes populaires.

3- Ainsi Sergiy Sevchenko, un nationaliste-libertaire peut-il déclarer tranquillement dans un interview au journal marxiste mouvement repris

par le « collectif de solidarité syndicaliste » auquel participent entre autre les « syndicalistes révolutionnaires » de la CGT espagnole, de l'IP polonaise et la CNT-SO française « Je sers dans une unité créée par des nationalistes, qui est approvisionnée par les autorités municipales et par des volontaires, et qui est financée par des entreprises privées (...) On peut trouver arme à la main dans une même tranchée un anarchiste, un nationaliste, un euro-optimiste, un simple paysan, un ouvrier ou un informaticien sans opinion politique précise. Tous sont unis par un même désir de protéger leur peuple, et l'indépendance et la liberté de l'Ukraine. Nous sommes tous frères et sœurs, nous sommes le peuple ! (...) Bien sûr, je préférerais que notre guerre se place sous la bannière de Nestor Makhno (fondateur de

l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, qui, après la révolution d'Octobre et jusqu'en 1921, combat à la fois l'armée tsaristes contre-révolutionnaire et l'armée rouge bolchévique) et non de Stepan Bandera (homme politique et idéologue nationaliste ukrainien qui a collaboré avec l'Allemagne nazie). Je souhaiterais bien sûr combattre au nom de l'anarchie plutôt que de la Nation (...) En tout cas, actuellement, à choisir entre : « Vive le Roi » et « Vive la Nation », je choisis sans

hésiter la Nation ! » <https://mouvements.info/leruption-de-la-russie-en-ukraine/>

4- Présentation du collectif de média anarchiste Assembleia de Kharkov [26-02-2022] <http://cnt-ait.info/2022/03/09/assembly/>

5- Ainsi à l'été 2022 ils ont fait capoter le projet du Maire de Kharkov de se répartir avec ses amis les centaines de millions de dollars et d'euros de dons pour la reconstruction de la ville, alors que la ville était encore sous les bombes !

6- Olga Taratuta était une militante anarchiste d'origine juive ukrainienne, prisonnière politique aussi bien du Tsar que du temps des bolchéviques, chargée en 1921 par Makhno d'organiser la « croix noire » en soutien aux prisonniers politiques de toutes tendances révolutionnaires

7- Et non des traductions de traductions, qui sont parfois « caviardées » ...

Des livres pour les compagnons anarchistes d'Haïti !

A l'été 2021, nous lançons un appel à la solidarité¹ avec de jeunes anarchistes qui demandaient des livres pour monter une bibliothèque libertaire, la première dans ce pays. De nombreuses personnes ont répondu positivement en nous faisant parvenir des livres. Après presque un an de transport, malgré les vicissitudes dans un pays où règne le chaos capitaliste dans toute sa sauvagerie, notre premier colis (35 livres, 8 brochures) a fini par arriver à bon port ! Voici le message sympathique que nous ont envoyé les compagnons d'Haïti pour nous en informer :

« Ainsi résonnait un appel il y a quelques mois. Cela sonnait telle une urgence. Il nous fallait des livres pour nous informer et former d'un point de vue anarchiste. Et des compagnons (et compagnonnes sans doute) de la CNT-AIT de Montauban, de Toulouse et de Paris/Banlieue et d'autres ont répondu affirmativement pour apporter leur respectable contribution. Sans transition : Merci. Ils font notre joie et feront sans doute celle de beaucoup d'autres! Ce sont les premières pierres d'une œuvre plus importante.

Nous avons reçu les livres avant hier. Les contraintes techniques [coupures de courant et d'internet [...]] nous ont empêché de vous en faire part à temps.

Courage à vous dans les luttes que vous menez actuellement de votre côté.

On reste en contact.

Amitiés.

Les compagnes et compagnons anarchiste d'Haïti »

Après ce premier envoi réussi, nous lançons un appel pour une seconde collecte de livre pour étoffer la bibliothèque déjà constituée. Nous espérons pouvoir envoyer un second colis cet été.

Nos compagnons sont notamment à la recherche de livres de Bakounine, de Rudolf Rocker, des ouvrages sur l'anarchosyndicalisme, sur l'Espagne libertaire, l'histoire du sabotage etc... Les livres peuvent être en français, en espagnol ou en anglais. Si vous voulez contribuer en donnant des livres, prenez contact avec votre syndicat CNT-AIT le plus proche ou envoyez un mail à : contact@cnt-ait.info. Vous pouvez aussi contribuer financièrement en adressant vos dons par chèque à l'ordre de CNT-AIT, mention Solidarité Haïti au dos, à envoyer à CNT-AIT 7 rue St Rémy 31000 TOULOUSE

Batay la kontinye! viv anachi ! Solidarité Internationale Anarchiste !



INDONESIE, L'ENVERS DU DECOR

L'Indonésie, ses paysages paradisiaques, ses batik colorés, ses forêts primaires et ses orangs outans, ses gamelans et ses spectacles de marionnettes d'ombres ... mais derrière ces clichés de carte postale il y a l'envers du décor, la réalité de l'Indonésie contemporaine :

UNE NATURE SACCAGEE AU PROFIT DE L'AGROBUSINESS ET DE L'INDUSTRIE MINIERE

En Indonésie, 68% des ressources foncières existantes sont contrôlées par seulement 1% de la population la plus riche. Pour aggraver la situation, près de 15 millions de personnes dans les zones rurales et 12 millions dans les zones urbaines vivent dans une extrême pauvreté.

La politique agricole de l'Indonésie n'est pas fondée sur le principe de la souveraineté alimentaire mais sur celle de l'agrobusiness à destination du marché mondial. En quelques décennies, plus de cinq millions d'hectares de forêts primaires ont été convertis, ont été rasés pour laisser place à des plantations industrielles de palmiers à

huile. La conversion d'une forêt primaire en



plantation mono spécifique de palmiers à huile est sans conteste un désastre écologique. Après le passage des bulldozers et du feu, il ne reste plus grand-chose de la biodiversité floristique et faunistique, ni des habitats des innombrables espèces vivant dans la forêt. Orangs outans, gibbons, tigres et éléphants font habituellement les manchettes de la presse, mais les dégâts ne se limitent pas à ces quelques espèces emblématiques.

Les petits agriculteurs doivent faire face également à l'appétit vorace des entreprises minières qui les exproprient pour 'accaparer les richesses du sous-sol, dans des conditions néfastes pour l'environnement et toxiques pour la santé des habitants. L'Indonésie détient la plus grande réserve au monde de nickel, un minéral essentiel à la fabrication des batteries de voiture électrique, ce qui aiguise encore plus les appétits des entreprises minières ! En 2022, Le pays a extrait plus de 1,4 million de tonnes de nickel. La société minière brésilienne Vale a prédit un bond de 44 % de la demande de nickel d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2022, en raison de la forte demande de batteries destinées aux véhicules électriques (une batterie contient 40 kg de nickel). Un projet visant à produire un nickel de qualité batterie devrait voir le jour avec le groupe français Eramet. Mais tout ceci ne sera pas sans un coût écologique désastreux : le processus de fabrication du nickel adapté aux batteries des voitures électriques montre une empreinte carbone élevée d'autant plus qu'en Indonésie l'électricité nécessaire à sa production est produite en brûlant du charbon ! Enfin les déchets de métaux lourds du processus d'extraction et de raffinage risquent d'être déversés dans l'océan et produire des dommages irréversibles.

Habiter la forêt tropicale au XXI^e siècle |
Geneviève Michon, Stéphanie Carrière,
Bernard Moizo ;
<https://books.openedition.org/irdeditions/>

32228?lang=fr

UNE MONTEE DE L'INTOLERANCE RELIGIEUSE ET DU FONDAMENTALISME

Cette transformation économique du pays suscite d'intenses tensions dans le pays. Pour essayer de canaliser le mécontentement social, le Pouvoir peut s'appuyer sur le développement des structures d'encadrement religieux du pays, qui ne demandent qu'à prendre en main la population. Alors que l'Indonésie, pays à majorité musulmane le plus peuplé du monde, était réputé pour sa tolérance religieuse, la laïcité étant même inscrite dans la loi, on assiste à une véritable montée du fondamentalisme, avec le soutien du gouvernement. Au nom soit disant de la lutte contre le colonialisme, le ministre de la justice, Yasonna Laoly a promulgué en décembre 2022 une loi interdisant entre autre la cohabitation des couples non mariés. Les homosexuels sont aussi particulièrement ciblés par le Pouvoir.

UNE REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES SYNDICALISTES

Si le fondamentalisme sert à encadrer et contrôler les esprits, le Pouvoir indonésien cherche aussi à encadrer et contrôler les travailleurs qui seraient tentés de protester contre leurs conditions de vie de misère.

Dans son rêve mégalomane de transformer l'Indonésie en usine à batterie électrique du monde, le Président Joko Widodo a promulgué une série de loi (loi Omnibus en 2020 puis règlement d'urgence sur la création d'emplois après que la Loi Omnibus ait été déclarée non constitutionnelle) afin de précariser au maximum les travailleurs en leur retirant tous leurs maigres droits et d'attirer les investisseurs étrangers en recherche de taux de profits maximum.

Pour monter aux syndicats indonésiens qu'il ne lésinerait pas pour réprimer tous ceux qui oseraient se dresser contre sa volonté de toute puissante, le Pouvoir a lancé en 2019 une chasse aux sorcières contre le petit groupe des anarchosyndicalistes indonésiens du PPAS1, manière de faire passer le message aux grands syndicats qui ont parfaitement compris le message et qui relaient la propagande d'intimidation du pouvoir. Aujourd'hui, les compagnons anarchistes d'Indonésie sont obligés d'agir dans une semi-clandestinité alors qu'ils ne font qu'essayer de défendre les droits basiques des travailleuses et des travailleurs !

Des amis des anarchosyndicalistes et des agriculteurs en lutte d'Indonésie

Plus d'infos :

A Brief History of Anarchism in Indonesia
<http://cnt-ait.info/2022/12/22/history-anarchism-indonesia/>

Persaudaraan pekerja anarko syndikal, Asosiasi Pekerja Internasional « fraternité des travailleurs anarcho-syndicalistes, section en Indonésie de l'AIT, Association Internationale des Travailleurs »

<http://cnt-ait.info/2019/05/01/la-presse-indonésienne-cible-les-anarchosyndicalistes-et-lait-suite-aux-emeutes-du-1er-mai-a-bandung/>



8 mars : n'oubliez pas les femmes braves d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan qui luttent contre leurs régimes fascistes et le patriarcat

La Workers Solidarity Federation, fédération des amis de l'AIT au Pakistan, participait à la Marche des Femmes, Aurat march organisée à Karachi pour la Journée internationale du droit des femmes. Notez que la plupart de syndicats, des organisations marxistes et de gauche du Pakistan refusent de participer aux marches du 8 mars, estimant qu'il s'agit d'une journée de féministes libérales appartenant à la classe de l'élite et n'ayant aucune représentation des femmes travailleuses. La WSF-AIT n'a que faire de ces jugements méprisants pour les femmes et leur émancipation et participe depuis deux ans avec ses propres mots d'ordre sans ambiguïté. Cette année, l'accent était mis sur la solidarité avec les femmes d'Afghanistan et d'Iran

« N'oubliez pas les braves femmes afghanes, iraniennes et pakistanaïses pour leur lutte contre les régimes fascistes et le patriarcat lors de la Journée internationale de la femme travailleuse. Espérons un monde meilleur où nous nous sentirons toutes en sécurité et aimées. La Fédération de solidarité des travailleurs WSF-AIT, s'est jointe à la Aurat March à Karachi @AuratMarchKHI avec des bannières pour soutenir la lutte des femmes afghanes, iraniennes et pakistanaïses, contre la conversion forcée des filles mineures ainsi que les droits des personnes transgenres ! Nous anarchistes considérons l'existence d'un État comme la base du paternalisme. Nous, les humains, sommes contre le monopole de quiconque et nous considérons qu'il est de notre devoir d'élever la voix contre lui. Rejoignez-nous pour un monde meilleur ! »

L' Aurat March est une manifestation socio-politique annuelle organisée depuis 2018 dans des villes pakistanaïses comme Islamabad, Karachi, Lahore, Peshawar et Quetta pour observer la Journée internationale du droit des femmes.

Le manifeste de la marche exige la justice économique, y compris la mise en œuvre des droits du travail et de la loi de 2010 sur la protection contre le harcèlement des femmes sur le lieu de travail, la reconnaissance des contributions non rémunérées des femmes à l'«économie du care» (économie sociale et solidaire), et l'ajout dans les contrats de travail du congés de maternité ainsi que la mise en place de crèche pour assurer l'inclusion des femmes dans la population active. La marche exige également l'accès à l'air et à l'eau potable, la protection des animaux et de la faune sauvage, la reconnaissance de la participation des femmes à la production de cultures vivrières et commerciales, l'accès à un système judiciaire équitable, l'inclusion des femmes handicapées et de la communauté transgenre, la justice reproductive, l'accès libre aux espaces publics, l'inclusion dans les établissements d'enseignement, etc...

Pendant la marche, des femmes et des hommes portent des pancartes avec des slogans tels que Ghar ka Kaam, Sab ka Kaam (« Le travail ménager est l'affaire de tous »), et Mera Jism Meri Marzi (« Mon corps, mon choix ») est devenu le cri de ralliement.

Mera Jism Meri Marzi, « Mon corps, mon choix », est un slogan utilisé par les féministes au Pakistan pour exiger l'autonomie corporelle et protester contre la violence sexiste.

D'autres slogans populaires sont :

- Nazar teri gandi aur purdah mein keroun (« Pourquoi je devrais adopter le voile à cause de ta mauvaise habitude de reluquer ? »)
- Agar dupatta itna pasand hai tou apni aankhon pe bandh lo (« Si vous aimez tant le foulard, alors nouez-le autour de vos yeux »)
- Tu kare tou Stud, Mai Karun tou Slut (« Si tu le fais, tu es un étalon, mais si je le fais, je suis une salope »)
- Khana khud garam karo (« Préparez vous-même la nourriture »)



Donnez aux femmes afghanes le droit à l'éducation et à la vie !

Les conservateurs, la droite et les islamistes s'opposent à ces slogans qu'ils pensent être contraires à leur idéologie islamique et dont ils prétendent qu'ils font la promotion de la vulgarité ainsi que celle de la culture et de l'agenda occidental. Les opposants à la Aurat march ont accusé sur les réseaux sociaux ses organisatrices d'arborer un drapeau français, alors que le drapeau du Women Democratic Front est rouge, blanc et violet... Les opposants les plus radicaux ont ajouté des menaces d'arrêter la marche d'Aurat par la force si elle comprend des slogans inacceptables pour eux.

En 2021, selon le ministre pakistanais des affaires religieuses et de l'harmonie interconfessionnelle, Noorul Haq Qadri, les sociétés islamiques sont les meilleures pour protéger les droits des femmes. Qadri a dit que les bannières, pancartes et slogans de l'Aurat March ne correspondent pas à la norme sociale, politique et religieuse du Pakistan dans la pensée collective du peuple pakistanais, et que les individus ou la société civile participant à la Aurat March ne devraient pas avoir la liberté de saper les injonctions religieuses ; que la Aurat March devrait plutôt être célébrée comme la journée du Hijab pour concentrer la discrimination des extrémistes hindous contre les minorités musulmanes en Inde. Chaque année, des marches sont organisées au milieu des intimidations et des attaques.